

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1419

Artikel: Temps du travail : on y vient
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025921>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

en mouvement

L'électorat nouveau – en 1999, 13 % des électrices et électeurs exerçaient pour la première fois leurs droits – est particulièrement convoité par les partis. Il a manifesté sa préférence pour l'UDC et le PDC (18 % de leur électorat respectif), le PS (16 %) et les radicaux (14 %). A noter que plus de la moitié des nouveaux électeurs ayant fait le choix du PDC se sont décidés au cours des trois semaines précédant l'élection. Pour l'UDC, 47 % de son électorat nouveau a fait un choix de dernière minute: la campagne contre Christoph Blocher (préface à un livre d'extrême-droite) lancée juste avant les élections n'a donc manifestement pas porté ses fruits.

Si l'on considère globalement l'électorat nomade – celles et ceux qui ont changé de parti entre 1995 et 1999 – et l'électorat nouveau, c'est l'UDC qui se montre le plus attractif, suivi du PDC – probablement l'effet Metzler – et, nettement détachés, le parti radical et le PSS qui a mené une campagne particulièrement insipide.

Le profil sociologique de l'électorat se révèle particulièrement instructif et met à mal quelques idées reçues. L'UDC attire plus d'hommes que de femmes, à l'inverse du PSS; ce n'est pas une surprise. Par contre, l'image d'une

UDC ratisant large dans les rangs des rentiers nostalgiques est fautive: ce parti sort en tête dans la classe d'âge 18-39 ans, alors que les radicaux font leur meilleur score chez les plus de 66 ans. L'UDC se profile clairement comme le parti des indépendants alors que le PSS regroupe 42 % des électeurs actifs dans le secteur public. Les démocrates du centre attirent les hauts revenus au-dessus de 9000 fr. par mois (25 %) aussi bien que les gens modestes (26 % des personnes disposant d'un revenu inférieur à 3000 fr.). Comparativement, les socialistes, parti des petites gens, ne drainent les voix que de 13 % des plus bas revenus mais attirent autant les hauts revenus que le PDC et les radicaux. Une indication supplémentaire du fait que le PSS a renouvé complètement son électorat depuis une quinzaine d'années. Reste à savoir comment il va conjuguer un programme qui prône la solidarité avec les plus démunis (par exemple l'introduction des primes d'assurance maladie proportionnelles au revenu) et la défense des intérêts d'un électorat relativement aisé. *jd*

Sources: Office fédéral de la statistique, *Les élections au Conseil national de 1999*, GfS, NZZ des 5-6 février 2000.

TEMPS DU TRAVAIL

On y vient

SWISSCOM A QUELQUE peu assoupli sa position négative à l'égard de la réduction de la durée du travail. Depuis le début de l'année, les 170 salariés du secteur «construction et maintenance» de la région Vaud, Valais et Genève bénéficient de la semaine de trente-six heures sur quatre jours. Cette expérience pilote, qui doit contribuer à sauvegarder treize places de travail, doit se poursuivre jusqu'en juin 2001. Contre ce jour supplémentaire de congé, les salariés acceptent une baisse de salaire de 5 %, sans diminution du montant de leurs rentes de retraite.

Par ailleurs, ils s'obligent à suivre une formation continue de douze jours par année portant sur le développement de la personnalité, ce qui porte en réalité l'horaire hebdomadaire moyen à trente-huit heures. *jd*

ELECTRICITÉ

Boulimie énergétique

L'AN PASSÉ, LA Suisse a enregistré une consommation record d'électricité, en progression de 3 % par rapport à l'année précédente et de 10 % pour la décennie. Pas de quoi pavoiser: en effet, durant la même décennie, la production de biens et de services n'a augmenté que de moitié moins. En clair, l'efficacité énergétique a diminué, ce qui ne constitue pas le signe d'une économie moderne et durable. Record également du côté de la production grâce à de fortes précipitations de neige et de pluie. La Suisse a ainsi pu exporter 11 milliards de kWh, soit plus de 20 % de la production.

Malheureusement cette production abondante n'a pas rempli les caisses des sociétés électriques, puisque le prix sur le marché a atteint son niveau le plus bas et ne couvre pas la totalité des coûts de production. *jd*

Parlez moins fort, les satellites ont des oreilles

LE FEUILLETON ECHELON continue. Rappelons qu'il s'agit d'un système d'espionnage par satellite à grande échelle de l'ensemble des télécommunications civiles et militaires. Il a été conçu par les «services» des pays anglo-saxons uniquement (USA, Grande-Bretagne, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande).

Nous nous interrogeons, il y a quelques mois, sur la réalité d'un dispositif qui relève presque de la science-fiction. Le *Times* confirme dans un article du 10 février – et signale qu'Airbus a perdu un contrat de 9 milliards en Arabie Saoudite face à Boeing en 1995, à la suite de l'espionnage électronique d'Echelon. L'information aurait été communiquée à des députés français, dont le plus connu est George Sarre. Un contrat militaire aurait été perdu la même année par le français Thompson-CSF au profit de l'américain Raytheon au Brésil dans les mêmes conditions.

Le réseau alternatif Iris (Imaginons un Réseau internet Solidaire, à l'adresse iris.sgdg.org/) a tenté sans succès de recouper les informations du *Times* dont les sources sont inconnues. Dans un univers où les techniques de manipulation sont l'ABC du métier, on n'accordera pas un crédit total au grand vieux quotidien anglais. Mais l'existence d'Echelon semble en tout cas prouvée.

Le droit à la confidentialité de la correspondance est une des libertés les plus fondamentales. Elle est détruite par l'existence d'Echelon. Un rapport sur ce système d'écoutes sera examiné le 23 février par la Commission des libertés publiques du Parlement européen. La Suisse est aussi concernée bien sûr; nos banques et nos grandes entreprises peuvent être la cible de l'espionnage industriel. Nos parlementaires doivent pousser le Conseil fédéral à mener une enquête.

Sommes-nous impuissants? Techniquement bien sûr, nous ne pouvons rien contre ces grandes oreilles en orbite. Mais la prise de conscience du risque est indispensable et les tribunaux américains sont faits pour être utilisés; nos banques l'ont appris à leurs dépens. *jd*

Sources: Les meilleurs renseignements sur Echelon se trouvent sur un site créé par l'*American civil liberty union*: echelonwatch.org